

Citer cet article

Gaborit, Maxime, Orsini, Amandine et Yi hyun Kang. 2024/2022. Les jeunes dans les négociations climatiques internationales entre marginalisation et contestation : le cas de la COP26. *Études internationales*, 53(3), 405–432.

Résumé

À partir d'une enquête ethnographique sur la 26^{ième} Conférence des Parties (COP26) et la 16^{ième} Conférence des Jeunes (COY16) de la Convention cadre des Nations unie sur le climat, cet article s'intéresse aux modalités de participation des jeunes dans ces arènes. Nous montrons comment ces acteurs se caractérisent par des ambitions et des modes d'engagement divers, mais aussi par des ancrages socio-démographiques particuliers. Se présentant comme la voix de la jeunesse mondiale, le sens même de leur identité de « jeune » se construit progressivement et passe par l'affirmation d'une forte ambition sur les enjeux climatiques, mais aussi par leur relative inexpérience du fonctionnement de ces arènes, qui renforce leur marginalisation. Si des circulations existent entre les acteurs activistes et institutionnalisés, la précarité de leurs positions dans ces arènes produit des tensions. Pour se faire entendre, la frange institutionnalisée au sein des négociations investit massivement dans les enjeux d'éducation et d'inclusion, aux dépens d'une position audible sur les autres enjeux. Quant aux acteurs jeunes activistes, déçus du processus, ils se montrent favorables à une critique plus radicale du système économique et des modalités des négociations.

Mots clés : climat, jeunes, négociations internationales, mobilisations sociales, conflits

Abstract

Based on an ethnographic study of the 26th United Nations Climate Change Conference and the 16th climate Conference of Youth, this article focuses on the modalities of youth participation in climate negotiations. We investigate how youth actors are characterised not only by diverse ambitions and modes of engagement but also by particular socio-demographic anchors. Presenting themselves as the voice of youth worldwide, youth actors have gradually constructed the meaning of their « youth » identity. Youth actors in climate negotiations commonly show a strong ambition on climate issues but relative inexperience in the functioning of these arenas, resulting in the reinforcement of their marginalisation. While some interactions exist between activists and institutionalised actors, the precariousness of their positions in these arenas produces tensions. To make themselves heard, youth within negotiations invest massively in education and inclusion issues, at the expense of audible positions on other issues. As for youth activists, disappointed with the negotiation process, they favour more radical critiques of the current economic system and the modalities of the negotiations.

Keys words: climate, youth, international negotiations, social movement, conflicts

Introduction

Sept ans après l'Accord de Paris, dans lequel les parties prenantes s'engageaient à prendre les mesures nécessaires pour rester sous la barre des 2°C de réchauffement global, et si possible 1,5°C, la 26^{ième} Conférence des Parties (COP26) de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques fin 2021 devait être celle de la première évaluation des

plans de réduction des émissions de gaz à effet de serre nationaux. À Glasgow, les États devaient rendre compte de leurs efforts actuels, s'engager à atteindre des objectifs plus ambitieux, discuter des mesures d'adaptation nécessaires face aux conséquences des changements climatiques, et renforcer le plan de financement de l'action climat. Ces négociations ont nourri beaucoup d'attentes, alimentées par d'importants mouvements de masse qui depuis plusieurs années ont donné à voir une opinion publique mondiale de plus en plus concernée par les enjeux climatiques.

Présent·es au cœur de ces mobilisations, les jeunes sont devenus au fil du temps des acteur·trices de plus en plus important·es du débat mondial sur les enjeux climatiques. Le mouvement mondial des jeunes pour le climat, incarné initialement par la figure de Greta Thunberg, une jeune militante suédoise, pour se déployer ensuite dans le monde entier, à l'image de l'activisme médiatisé de la militante ougandaise Vanessa Nakaté, a notamment contribué à renforcer une lecture générationnelle des politiques climatiques.

La forte médiatisation du mouvement transnational des jeunes pour le climat tend cependant à masquer la diversité des engagements des jeunes, en particulier l'investissement dans les négociations internationales (Thew 2018 ; Thew et al. 2020 ; Thew et al. 2021 ; Yona et al. 2020). Dès la toute première COP en 1995, des organisations non-gouvernementales environnementales telles que *Nature and Youth* (Norvège) et *Young Energy Specialists and Development Cooperation* (Pays-Bas) assistent et participent aux négociations. Depuis la COP11 à Montréal, au Canada, le nombre de représentant·es de la jeunesse aux COP sur le climat a explosé (voir Figure 1 ci-dessous). Cette même année, les jeunes ont également mis en place leur propre conférence annuelle (la COY, Conference of Youth) parallèlement aux COP. En 2010 est créé YOUNGO, le groupe constitué des enfants et des jeunes auprès de la Convention Cadre des Nations unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC).

Il importe alors d'analyser ce que recouvre cette participation des jeunes dans les négociations internationales. Le terme de « jeunesse » peut en effet prendre plusieurs sens dans ces arènes. D'abord, la « jeunesse » renvoie à la force sociale qui s'exprime dans la rue et qui revendique des transformations substantielles du système politique et économique, et dont l'enjeu est d'exiger depuis l'extérieur que les négociations répondent à ses attentes. Mais le terme peut également évoquer un acteur à part entière des négociations, observateur officiel via les activités de YOUNGO. Ces imaginaires de la jeunesse : *revendicatrice* et *négociatrice* sont liés, et nous souhaitons ici les analyser et montrer comment les significations circulent et s'articulent, bien qu'elles soient souvent portées par des types d'acteur·trices différents.

Au-delà du sens du terme, le discours générationnelle sur les enjeux climatiques, qui va de pair avec la montée en puissance des acteur·trices « jeunes » ou « de la jeunesse » doit faire l'objet d'une investigation. D'abord, le terme de jeunesse, en faisant référence à une catégorie d'âge, peut contribuer à occulter l'importante diversité de profils (notamment de genre) et de caractéristiques socio-démographiques (notamment en termes de transnationalisation des profils). Ensuite, d'un point de vue politique les effets peuvent être ambigus. D'un côté, la jeunesse formule souvent une demande forte de transformation politique et d'action plus ambitieuse. Mais dans le même temps, elle fait l'impasse sur les clivages politiques qui persistent et ne sont pas réductibles à un affrontement générationnel, ni résolubles dans la seule protection du « droit des générations futures » (Gaillard 2019). La focalisation sur « les jeunes » ou « les générations futures » peut enfin renvoyer à l'idée d'un problème environnemental comme un problème *à venir* ce qui peut contribuer à en relativiser le caractère actuel et urgent.

Cet article vise donc à mettre en lumière les différents rôles des jeunes comme acteur·trices politiques lors de la dernière COP climat, la COP26, et leurs conséquences pour

la diplomatie environnementale. Il identifie : (i) les formes de préparation à la COP et la manière dont se construit une identité « jeune » ; (ii) les modes d'investissement au sein de la COP ; et (iii) les effets de l'investissement de la jeunesse sur la COP. Pour ce faire, nous repérerons les différents profils des jeunes participant à ces arènes tout en mettant en évidence le caractère pluriel de leurs formes d'engagement. L'étude permet d'identifier des clivages internes à cette jeunesse : les activistes de rue et les acteurs·trices institutionnalisés·es se partagent des formes de lutte différentes qui, s'il existe des passerelles et des circulations, témoignent d'orientations politiques et stratégiques divergentes. La façon dont la jeunesse investit la diplomatie internationale environnementale nous permet ainsi de mieux comprendre la diversité des enjeux à inclure dans les négociations.

Après une présentation de l'état des recherches sur les jeunes dans les négociations internationales, et de notre méthodologie pour appréhender ces phénomènes (I), nous décrivons les mécanismes de construction d'une identité jeune, notamment à partir des mécanismes de préparation aux négociations internationales mis en place pour et par ces jeunes acteurs·trices (II). Nous montrons ensuite comment ces préparations se traduisent en actions pendant la COP (III). Dans une dernière partie, nous discutons de l'impact effectif de cette participation, entre sectorisation de la parole des jeunes et renforcement des liens entre leur participation formelle et informelle aux négociations internationales (IV).

I – Analyser les jeunes dans la diplomatie environnementale internationale

A – Une littérature morcelée sur l'engagement des jeunes pour les politiques environnementales mondiales

De nombreux travaux, principalement de sociologie, rendent compte d'enquêtes sur le mouvement des jeunes engagé·es pour le climat qui naît suite à la grève scolaire initiée par Greta Thunberg en 2018. En particulier, ils s'intéressent aux caractéristiques socio-démographiques des participant·es aux marches climat (Walström et al. 2019 ; de Moor et al. 2020 ; Quantité Critique 2019), montrant, notamment en Europe, que les manifestant·es sont plutôt issus des catégories socio-professionnelles supérieures et positionnés politiquement à gauche. L'organisation de ces marches doit beaucoup au mouvement Fridays for Future (FFF) qui se développe en un réseau transnational de mouvements pour le climat locaux (Terren et Soler-i-Marti 2021). Des recherches plus spécifiques ont également permis de mettre en lumière les dynamiques de ce mouvement et parfois les tensions qui l'animent : entre un imaginaire « moderne », peu critique du système économique, et un imaginaire « terrestre », en rupture avec le productivisme (Knops 2021), ou encore, en France notamment, autour de la question du soutien au mouvement des Gilets Jaunes, entre celles et ceux qui le souhaitent et celles et ceux qui s'y opposent (Le Lann et al. 2021). Plusieurs types d'activismes sont identifiés au sein du mouvement climatique où coexistent activisme de dissidence consciencieuse ; de dissidence perturbatrice et de dissidence dangereuse (O'Brien et al. 2018).

Il ressort de ces travaux une opposition entre une aile modérée et une aile radicale (Marquadt 2020). C'est ainsi la dimension politique du mouvement et de ses modes d'action qui est régulièrement mis en avant, notamment l'usage de la désobéissance civile (Gaborit 2020), et plus précisément de la désobéissance de masse, pratiquée par Ende Gelände (Lajarthe 2020). Ainsi, la dynamique de Fridays for Future est à mettre en relation avec celle d'Extinction Rebellion, dont les liens avec la tradition anarchiste ont été soulignés (Berglund et Schmidt 2020). Cependant, loin d'être un engagement radicalement nouveau, d'importantes similarités existent avec les mouvements climat qui ont précédé les manifestations des jeunes pour le climat (de Moor et al. 2021).

Or, les activistes pour le climat ont régulièrement fait des COP un enjeu majeur. À la COP15 de Copenhague en 2009, le mouvement climat fusionne avec le mouvement mondial pour la justice, créant un mouvement unique pour la justice climatique (Hadden 2014). De Moor montre aussi comment il a pu se réunifier en marge de la COP21, autour de l'idée de délaissier ces espaces de négociations, même si la question de la distance adéquate à adopter par rapport à ces instances a créé de nouveaux clivages (de Moor 2018). Surtout, les résultats de cette recherche interrogent, quand on sait que le nombre de jeunes participants aux COP n'a cessé de croître depuis.

La dynamique politique qui naît dans la rue depuis 2018 invite en effet à questionner les évolutions que celle-ci a pu engendrer concernant le rapport des jeunes aux négociations internationales. Quelques études, à partir de 2018, donnent des éléments sur les effets des jeunes et des acteurs·trices de la jeunesse dans les négociations internationales officielles. Originaires de science politique et en particulier des relations internationales, elles questionnent l'influence politique des jeunes impliqués dans les négociations internationales et statuent sur les limites de cette influence, notamment du fait du manque de ressources des jeunes et de leur auto-perception comme acteurs plus faibles (Thew 2018 ; Thew et al. 2020 ; Thew et al. 2021). En plus de ces études sur les négociations climatiques, Yunita et al. (2018) s'interrogent sur la participation des jeunes aux négociations forestières. Sur la base d'une enquête, ils identifient dans quelle mesure les jeunes sont invités à exprimer leur point de vue lors des négociations, constatant que ces opportunités sont limitées. Cependant ces études des jeunes dans les négociations internationales, contrairement aux études des marches climat, omettent régulièrement de questionner l'homogénéité de la jeunesse en politique internationale. Une étude récente des jeunes ayant participé aux négociations des Objectifs de Développement Durable propose toutefois d'en dévoiler la diversité, à la fois sociologique et stratégique (Orsini 2022).

À la croisée de ces recherches, cet article s'inscrit dans l'étude de la participation des jeunes comme acteurs·trices des négociations internationales. Tout en analysant leurs actions et leurs effets sur la diplomatie environnementale internationale, nous investiguons aussi les clivages au sein des groupes mobilisés, pour rendre compte des réseaux et des oppositions au sein la jeunesse engagée. La section suivante présente la méthode élaborée pour remplir ces objectifs.

B – Méthodologie d'étude des jeunes à la COP26

Pour un aperçu plus général de la participation des acteurs·trices de la jeunesse dans les négociations climatiques qui nous permet de resituer les données de la COP26, nous prenons comme point de départ les résultats de la base de données du projet YouthEarth¹. Cette base de données répertorie, à partir de recherches documentaires et de mots clés, tous les participant·es aux COP climat se revendiquant comme représentant la jeunesse².

Pour collecter des données sur la COP26, nous avons utilisé trois méthodes : 1) l'observation, 2) l'enquête en ligne, et 3) les entretiens semi-directifs. Tout d'abord, l'un des co-auteurs a participé à la COY16 en tant que délégué représentant de la jeunesse française (après une candidature en ligne), ainsi qu'à la COP26 comme membre de la délégation belge – « party

¹ YouthEarth est un projet FNRS (2021-2024), pour plus d'informations voir : <https://www.crespo.be/youth-earth/>.

² La base de données n'inclut pas les étudiant·es des villes où les réunions internationales ont lieu. Nous supposons qu'ils participaient alors plutôt dans un but d'apprentissage que comme acteurs politiques de la jeunesse.

overflow »³ - en qualité de chercheur. Nous avons également observé une dizaine d'événements parallèles (side-events) de la COP liés à la jeunesse, diffusés en livestreaming et archivés en ligne. L'observation a principalement porté sur les modalités de préparation des jeunes pendant la COP26, le cadrage de leur discours, ainsi que sur les relations entre les acteurs·trices institutionnalisés – lors de réunions de YOUNGO – et des activistes en parallèle de la COP.

Deuxièmement, deux enquêtes en ligne ont été menées pour comprendre le profil et les opinions des jeunes ayant participé à la COY16 et à la COP26. Les questionnaires des enquêtes contiennent des informations générales sur les identités, les réseaux, les valeurs et les objectifs des répondant·es. Ils ont été distribués par plusieurs voies. Pour l'enquête sur la COY, réalisée en anglais, nous avons d'abord contacté les participant·es via leurs réseaux sociaux, notamment via *LinkedIn*, cherchant le mot clé « COY16 » dans leur profil. Nous avons aussi utilisé les informations disponibles sur le site de la COY et via nos observations au terrain. Au 13 juin 2022, 38 réponses ont été recueillies, sur les 100 envois qui ont été effectués. Une deuxième enquête, en français, a été envoyée aux jeunes francophones ayant participé à la COP26 (identifiés grâce à des boucles de messagerie en ligne (sur le réseau *WhatsApp*) intégrées lors du terrain), qui reprend la plupart des questions du premier questionnaire en les appliquant à la COP26, et pour lequel nous avons obtenu 10 réponses exploitables. Nous avons exploité les réponses à cette deuxième enquête de façon qualitative uniquement.

Troisièmement, des entretiens semi-directifs (N=16, voir liste en annexe) ont été menés afin de comprendre en profondeur les actions des jeunes acteurs·trices de la politique climatique. Parmi les personnes interrogées figurent des membres de YOUNGO, des participant·e·s à la COY16, des jeunes délégués nationaux à la COP26 et des jeunes militant·es pour le climat qui ont participé à des manifestations en parallèle de la COP26. Les personnes interrogées ont été identifiées de plusieurs façons : lors de la recherche de terrain ; via les enquêtes en ligne qui proposaient aux personnes disposées à participer à un entretien de laisser leurs coordonnées ; via des recherches en ligne de jeunes et d'activistes ayant participé à la COY16 et/ou à la COP26. Les entretiens, portant sur les caractéristiques des jeunes, leurs actions et positionnement, et leurs perceptions de leurs résultats ont été menés en anglais, français ou coréen et exploités de manière inductive et qualitative.

Les données ainsi collectées, et qui nous permettent avant tout de comprendre la jeunesse à partir du point de vue des jeunes eux-mêmes, sont analysées principalement de manière qualitative. L'article s'appuie également sur une recherche documentaire systématique (archivage et analyse) des productions des acteurs·trices de la jeunesse lors de la COY16 et de la COP26. Ces données nous ont permis dans un premier temps d'identifier les canaux de construction de la jeunesse dans les négociations climatiques internationales.

II – Construire la « jeunesse » dans les négociations internationales

La complexité des mécanismes des négociations internationales sur le climat rend nécessaire des préparations en amont de l'événement, d'autant plus pour des jeunes qui n'ont souvent pas d'expérience de ces arènes. Ainsi, tant au niveau transnational (avec YOUNGO et l'organisation de la COY) que national (coordination nationale et participation aux délégations nationales), les acteurs·trices de la jeunesse mettent en place un certain nombre de dispositifs pour se préparer à la COP. C'est dans ces espaces et à partir d'eux que se construit

³ Cette terminologie désigne les membres « en plus » de chaque délégation nationale. Ils jouissent d'un accès aux salles de négociations moins restreint que les observateurs, sans toutefois être associés pleinement à l'équipe de négociation. Il s'agit donc principalement d'ajouts de dernières minutes de délégués ayant un rôle moins officiel.

progressivement une identité « jeune », autour d'une forte ambition de transformation sociale, mais aussi d'une commune faible expérience des négociations internationales.

A – Se doter d'une représentation formelle au niveau international : YOUNGO

Le principal réseau au sein duquel les représentants de la jeunesse s'organisent pour participer aux COP est YOUNGO. Dès le Sommet de la Terre de Rio en 1992, la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement a reconnu les enfants et les jeunes comme un des neuf groupes majeurs clés pour la réalisation du développement durable. Ce n'est cependant qu'en 2009, à la COP15 de Copenhague, qu'ils sont officiellement reconnus comme groupe constitué officiel, groupe formalisé et baptisé YOUNGO en 2011. Depuis, YOUNGO vise, entre autres, à assurer la participation inclusive des acteurs·trices de la jeunesse dans le processus décisionnel international de la CCNUCC (UNFCCC 2022 ; YOUNGO 2021).

En 2021, YOUNGO comptait plus de 10 000 individus membres et plus de 1 000 organisations affiliées. Pour devenir membres, les individus impliqués dans YOUNGO doivent avoir 35 ans ou moins. Pour être affiliées, les organisations doivent être dirigées par des personnes de 35 ans ou moins (*youth-led*) ou travailler sur des thématiques liées à la jeunesse (*youth-serving*). Concernant sa structure, le secrétariat de YOUNGO repose sur deux points focaux (un du Nord et un du Sud ; avec un mandat d'un an récemment étendu à deux ans) pour assurer la liaison avec le secrétariat de la CCNUCC et avec d'autres groupes constitués ou partenaires. YOUNGO s'organise également autour d'une équipe de coordination mondiale. Les points focaux et l'équipe de coordination ne sont toutefois pas mandatés pour prendre des décisions. Celles-ci sont prises par consensus des membres, YOUNGO visant à maintenir une structure inclusive et horizontale.

Les missions de la plateforme vont bien au-delà de la question des jeunes. Elle inclut 14 groupes de travail thématiques sur les questions de genre, d'action pour l'autonomisation climatique (*Action for Climate Empowerment*, ACE), d'océans, de droits de l'homme, d'atténuation, d'adaptation, de santé, d'agriculture, de conflits d'intérêts, de mécanismes technologiques, de renforcement des engagements nationaux, de finances et de marché, de pertes et dommages et d'énergies renouvelables. Elle inclut également 6 groupes de travail opérationnels sur : la COY, la communication, la sensibilisation, les actions, les politiques et l'engagement (YOUNGO 2021).

YOUNGO tente de représenter les positions communes de ses membres, malgré leur grande diversité. En amont de la COP26, YOUNGO avait travaillé à la réalisation d'une Déclaration mondiale de la jeunesse (*Global Youth Statement*) à discuter et endosser à la COY16. Cette déclaration contient 15 points prioritaires pour les acteurs·trices de la jeunesse, aussi variés que les questions de prise de décision transparente et responsable ; de représentation des minorités ; d'énergie ou de justice climatique et droits de l'homme (COY16 et YOUNGO 2021). À nouveau, YOUNGO n'exprime pas uniquement des revendications pour la jeunesse, mais exprime tout ce sur quoi un consensus est trouvé entre ses membres. Il ne s'agit pas uniquement pour les jeunes de prendre des décisions relatives à eux-mêmes, mais également de prendre eux-mêmes les décisions (entretien Arya⁴).

Un des principaux événements organisés par YOUNGO est la COY, la première ayant eu lieu en 2005 en amont de la COP11. La COY se tient pendant les quelques jours précédant chaque COP, au même endroit, et constitue le plus grand rassemblement des acteurs·trices de

⁴ Nous avons changé les prénoms des personnes interviewées pour préserver leur anonymat.

la jeunesse sur le climat au niveau mondial (COY16 2021). Les COY rassemblent à la fois des membres de YOUNGO, mais élargissent le réseau transnational de la jeunesse au-delà, sous réserve pour les participants·es d'avoir moins de 35 ans. Nos observations et nos entretiens ont pu faire apparaître que la COY est un lieu incontournable pour 1) créer des réseaux avec d'autres jeunes participant·es, 2) produire des recommandations et des déclarations politiques communes, et 3) se former et se préparer à un lobbying efficace lors de la COP.

B – Élargissement et limites de la représentation de la jeunesse au niveau transnational : la COY16

La COY16 a accueilli environ 250 jeunes délégués sur place (selon les organisateurs lors de la session d'ouverture), et environ 150 ont suivi les travaux à distance (le groupe sur le réseau social *Slack* comptait 396 membres). Elle a rassemblé une diversité de jeunes du monde entier. D'après l'enquête réalisée sur la COY16, de nombreuses nationalités ont été représentées : 15 répondant·es étaient en effet originaires d'Europe (41%), 9 d'Asie (24%), 9 d'Afrique (22%), et 2 d'Amérique du Nord et du Sud, respectivement (5,5% chacun)⁵.

Il est possible d'identifier certaines tendances chez ces acteurs·trices de la jeunesse. Notre enquête a rassemblé une majorité de femmes [25 étaient des femmes (66%), 12 des hommes (31%) et un non-binaire (3%)], résultat congruent avec nos observations de la COY. Nos enquêté·es sont pour la majorité de jeunes travailleurs·euses et des étudiant·es. En effet, beaucoup sont en emploi (42 %), et 39 % étaient étudiant·es universitaires. 8% étaient au chômage et 11% se définissaient comme ayant une autre occupation (par exemple, bénévole ou indépendant·e). Une minorité (12 des 38 répondant·es (32%)) a déclaré avoir reçu un soutien financier pour participer à la COY16, la plupart l'ayant reçu du comité d'organisation de la COY16.

L'enquête et les observations confirment que la participation à la COY se traduit par du bénévolat, les participant·es mobilisant leurs propres ressources financières et de temps pour s'engager sur les questions climatiques. Ils·elles s'impliquent parfois dans les négociations via des petits jobs (Arya a été traductrice par exemple). Même si la COY16 a bénéficié du financement le plus important jusqu'à présent les acteurs·trices de la jeunesse donnent de leur argent et de leur temps pour y participer : « none of my time as a youth climate activist has been reimbursed » (entretien Aurélie).

Par ailleurs, la COY16 a particulièrement attiré des jeunes avec un important niveau de formation. Aussi les jeunes enquêté·es sont particulièrement diplômé·es. 34 des répondant·es (89%) ont obtenu un diplôme d'une université, dont 13 ont terminé leur master (34%), et 4 seulement n'ont qu'un diplôme du secondaire (11%). L'important capital culturel d'une grande partie des participants témoigne tout à la fois des ressources nécessaires pour intégrer ce type d'évènement, mais révèle également la complexité des enjeux traités, particulièrement technique, qui contribue à l'exclusion d'une partie de la jeunesse de ces arènes.

Au capital culturel s'ajoute souvent le capital militant (Matonti et Poupeau 2004). Pour la majorité des jeunes avec lesquels nous nous sommes entretenus, l'implication au niveau international constitue une étape qui fait suite à des investissements à des niveaux locaux ou nationaux (entretiens Aurélie ; Eymen ; Youri ; Arya ; James). Ce mode d'engagement s'articule ainsi à des engagements associatifs, mais peu à des engagements politiques. Plus de

⁵ Le taux de participation d'individus européens est beaucoup plus élevé que celui d'autres régions, probablement du fait de la localisation de la COY et de la crise COVID.

la moitié des répondant·es (58%) ont déclaré être impliqué·es dans une ou plusieurs associations ou un ou plusieurs mouvements. Les associations sont diverses, allant d'organisations internationales à des organisations locales, et la plupart d'entre elles s'articulent autour d'enjeux environnementaux ou climatiques. Elles incluent à la fois des associations militantes et contestatrices, comme *FFF* ou *Extinction Rebellion*, et des associations plus institutionnalisées, comme la *Fédération internationale des jeunes pour l'eau et le climat des Nations unies*, *Women's Environmental Network* et *Young Leaders in Energy and Sustainability Europe*. Au contraire, la plupart des personnes interrogées se tiennent à l'écart des partis politiques ou des syndicats. Seuls trois répondant·es sur 38 ont mentionné être membres d'un parti politique : le Parti démocratique (Ouganda), le Parti libéral (Canada) et le Parti Vert écossais.

La plupart des sessions plénières de la COY sont animées par les points focaux de YOUNGO, qui sont les référents principaux de l'organisation. Alors que le public est jeune, les intervenants sont plus expérimentés : élu·es politiques, expert·es économiques ou du climat, acteurs·trices centraux des négociations, représentant·es des peuples indigènes directement impactés par le réchauffement climatique. Ces derniers animent les ateliers les plus plébiscités dont un a été élu meilleur panel de la COY à la suite d'un vote mis en place par les organisateurs·trices. Plus généralement, la COY prend appui sur les mobilisations sociales dans la rue. L'imaginaire d'une jeunesse investie et désireuse de changements importants est réinvesti massivement dans les discours au sein desquels YOUNGO et la COY peuvent se positionner comme les organes en capacité de porter cette voix. L'un des points focaux de YOUNGO parle du lien existant entre les mobilisations dans la rue et l'activité du groupe constitué, s'agissant du même cadrage sur les enjeux climatiques.

Les entretiens font apparaître de manière centrale l'utilisation de la COY comme espace de préparation de cette diversité de jeunes à la COP (entretien James), la plupart (33 sur 38 dans notre enquête) participant à la COP pour la première fois, notamment pour structurer les revendications des acteurs·trices de la jeunesse. L'espace de la COY est avant tout dédié, pour les organisateurs de YOUNGO, à la formation des jeunes au plaidoyer pendant la COP. Des séances de formation sont organisées, sous forme de sessions plénières ou des ateliers spécialisés, qui visent à expliciter le fonctionnement des négociations au sein de la COP, et à familiariser les acteurs·trices de la jeunesse aux revendications de YOUNGO. Lors de ces présentations, l'objectif est d'introduire les différents acteurs·trices (négociateurs·trices, observateurs·trices, organisateurs·trices), les différents espaces (pavillons, salles de négociations, lunch room,...) et les différentes manières de faire avancer les revendications. L'objectif est de permettre aux acteurs·trices de la jeunesse de rencontrer un maximum de négociateurs/trices, et de partager avec eux la Déclaration mondiale de la jeunesse, afin de maximiser le nombre de soutiens. La COY16 a également mis en place, pour la première fois, un système d'ambassadeurs de la jeunesse dépêchés dans différents pays (entretien Aurélie). Cela lui a donné plus de visibilité ainsi qu'à la Déclaration mondiale de la jeunesse : « COY finally got the attention it deserves » (entretien Arya).

La mission d'initiation à la COP que revêt la COY dit quelque chose de ces jeunes : s'ils sont souvent fortement concernés par les enjeux climatiques, ils sont particulièrement inexpérimentés concernant l'orchestration des négociations sur le climat. Le caractère bénévole de l'engagement à la COY et à YOUNGO renforce le caractère non-professionnel de l'investissement. Cette dimension non-professionnelle, d'initiation, des « jeunes » dans ces négociations se retrouve d'ailleurs à l'échelle nationale.

C – Se préparer à la COP26 au niveau national : le cas des jeunes français

Un certain nombre de tentatives de structuration de collectifs de jeunes avant la COP existent également à d'autres échelles, et notamment au niveau national. En effet, de nombreux jeunes souhaitent participer à la COP sans nécessairement être en lien ni avec la COY, ni avec YOUNGO. D'autres canaux existent alors pour obtenir des badges d'accréditation à la COP, qui permettent d'accéder à la Blue Zone, c'est-à-dire la zone où se trouvent les salles de négociation et l'espace des pavillons des différentes parties. Des partenariats entre la CCNUCC et certaines universités – qui ont manifesté leur souhait de devenir organisations observatrices – permettent à de nombreux jeunes d'obtenir une accréditation avec le statut d'observateurs, sous réserve d'être étudiant·es. Des organisations militantes et des associations peuvent également faire des demandes d'accréditation. C'est le cas, par exemple, en France, du *Réseau Étudiant pour une Société Écologique et Solidaire* (RESES), mais aussi de l'organisation *Climates*, qui regroupe des jeunes militant·es investie·s dans la lutte contre les changements climatiques, ou encore des *Jeunes Ambassadeurs pour le Climat* (Entretien Romuald). Ainsi, un certain nombre de jeunes s'investissent dans la COP par le biais d'universités, d'associations de jeunes ou de groupes d'intérêts. Malgré la diversité de ces biais, des réseaux nationaux et internationaux s'organisent, principalement autour de boucles de messagerie instantanée, dans les deux mois précédant la COP, qui permettent de tenir informés les participant·es des rencontres, plaidoyers, et actions en préparation.

En France, pour la COP26, une journée a été organisée par le RESES en amont de la COP, à l'Académie du Climat⁶, pour préparer les étudiant·es et membres d'organisation de jeunes venant de France, en réunissant plus de quarante jeunes en présentiel, et une dizaine en distanciel. Au total, les boucles de messageries instantanées réunissant les « jeunes français » à la COP étaient composées de plus de quatre-vingt-dix personnes. Ces dispositifs de formation, et les réseaux qui sont tissés, contribuent à la construction de la figure du participant « jeune », à partir notamment d'une condition commune d'âge, de qualité d'étudiant·es (le plus souvent), d'un fort désir d'une action ambitieuse sur les enjeux politiques (sans toutefois toujours en décrire les contours), mais aussi d'un manque d'expérience des négociations internationales.

Parmi ces jeunes, très peu sont intégrés dans les délégations officielles, exceptés les jeunes délégué·es lié·es au programme des jeunes délégué·es des Nations unies, qui promeut depuis 1995 l'inclusion de jeunes dans les délégations nationales des membres des Nations unies. Ils sont par exemple au nombre de deux dans la délégation française. Les déléguées françaises jouent un rôle de relais, contribuant à établir un lien entre les jeunes accrédités via des universités et des associations françaises, et les négociateurs de la délégation officielle de la France. Toutefois, cette position à l'intérieur des négociations n'est pas sans tension, dans la mesure où être inclus dans une délégation gouvernementale signifie parfois qu'il faille suivre la position de cette délégation, sous peine d'amende dans le cas contraire (entretien Aurélie). Par ailleurs, pour le cas français, d'autres négociateurs membres de la délégation française avaient un âge similaire aux jeunes déléguées des Nations unies. L'identification comme « jeunes » pour ces déléguées renvoie, comme au sein de la COY, davantage à leur caractère novice, et par conséquent plus marginal.

La section suivante présente les actions de tous ces jeunes, qu'ils·elles soient impliqués via YOUNGO, via la COY ou via le niveau national, à la COP26.

III – Participer à la COP en investissant les espaces disponibles

⁶ L'Académie du Climat est un espace inauguré par la Mairie de Paris en 2021 ouvert à l'ensemble des acteurs·trices militant·es, associatifs ou académiques qui s'investissent sur les enjeux climatiques.

La préparation des jeunes est nécessaire pour faire face aux méga-événements que sont les COP climat (Aykut et al. 2017). Les jeunes y sont particulièrement investis, en nombre, en objectifs et en actions politiques. Toutefois, leur position marginale les conduit à investir principalement les événements périphériques, voire à participer aux actions de contestation, à l'intérieur comme à l'extérieur de la *Blue Zone*, la zone réservée aux personnes accréditées.

A – Des acteurs·trices de la jeunesse présents massivement mais peu représentatif·ves

Le nombre et le taux de participation des acteurs·trices de la jeunesse a atteint un niveau record à la COP26 (Figure 1). Alors que leur nombre a progressivement augmenté depuis la COP1, les deux COP les plus fréquentées sont la COP15 à Copenhague (1 151 participant·es) et la COP26 (1 331 participant·es). La participation record du secteur de la jeunesse se confirme en proposition : 5,7 % pour la COP26, suivie de 4,8% pour la COP15. La crise sanitaire a pourtant limité la participation à Glasgow mais la COP avait été reportée d'un an, ce qui a donné plus de temps aux jeunes pour s'organiser (entretien Aurélie). Depuis 2018, leur dynamisme est notable.

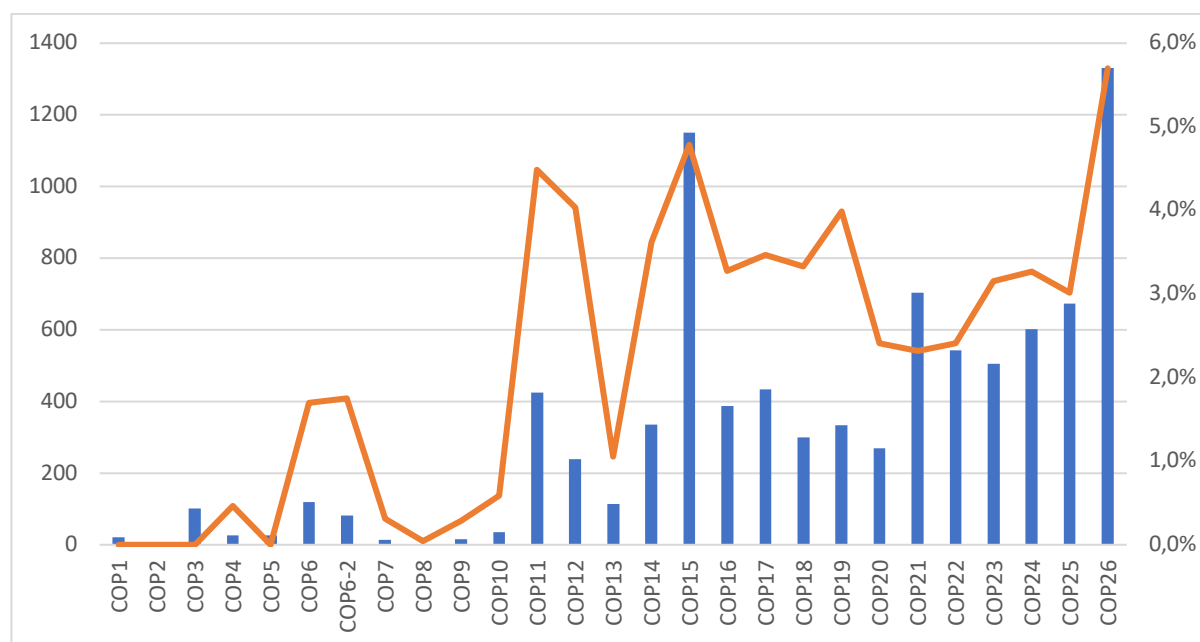


Figure 1 Acteurs·trices de la jeunesse participant aux COP de la CCNUCC (nombre total en bleu ; proportion en orange)

Source : projet Youth Earth.

Nos observations confirment cette participation record de la jeunesse : la délégation YOUNGO de la COP26 a été la plus grande délégation YOUNGO jamais réunie (entretien Arya) ; la délégation informelle de jeunes français·es comptait plus de 100 membres, un chiffre beaucoup plus important que lors des COP précédentes (entretiens Marie et Marianne).

Malgré cette participation record de la jeunesse, l'accessibilité pour les populations minoritaires et les acteurs·trices du Sud a été l'un des enjeux majeurs de la COP (Cartier 2021). Les restrictions sanitaires liées au Covid-19 – obligation de vaccination, quarantaine pour la plupart des personnes extra-européennes, limitations du nombre de badges alloués aux

organisations non-gouvernementales – ont considérablement limité la présence de personnes issues du Sud, des populations dont l'enjeu de leur participation est pourtant clé au sein des négociations internationales de l'environnement (entretien Zenia). Une jeune française accréditée à la COP26 évoque le caractère « indécent » du nombre de jeunes français présents, alors même que le Sud est particulièrement peu représenté (entretien Marianne).

B – Actions politiques à la COP26 : entre participation et contestation

Le rôle des jeunes comme acteurs politiques se décline entre actions formelles et actions informelles. Concernant les actions formelles, pour certains acteurs·trices, l'objectif de la COP est de faire avancer un certain nombre de revendications. Ces « lobbyistes » institutionnalisés·es, se mobilisent notamment via YOUNGO. Leurs journées sont rythmées par de nombreuses réunions de préparation. Entre autres, YOUNGO organise chaque matin une réunion de coordination et de préparation de la journée qui permet à chacun de ses groupes de travail de faire un bilan de son action de manière transparente et horizontale, en insistant sur les différents points d'avancée dans les négociations (entretien Anders). La coordination se passe également en ligne, via des conversations *WhatsApp* : une conversation dédiée aux partages d'information entre membres présents et absents à la COP ; une conversation uniquement pour les membres présents sur place ; une conversation pour chaque groupe de travail ; une conversation pour les éléments logistiques.

Leurs actions consistent investir l'ensemble des espaces qu'il leur sont accessibles. Devant les salles de négociations, les jeunes sont formés·es à interpeller les négociateurs·trices officiel·les pour leur présenter leur plaidoyer. Lorsque cela est possible, il prépare eux-mêmes des interventions, visant à la fois à avancer des revendications ambitieuses tout en confirmant la légitimité de la COP comme espace politique. Un tel positionnement requiert des concessions et ajustements. La dernière prise de parole de YOUNGO, lors de la séance plénière conclusive de la COP, traduit bien l'ambivalence de leur position. Le caractère décentralisé et horizontal de YOUNGO rend la préparation de ce discours complexe et pressée par le temps. Il est finalisé dans la salle plénière, sur un document partagé, par les quelques personnes encore présentes. C'est une jeune française qui a rejoint YOUNGO uniquement pour la COP, qui se charge de lire le discours devant une salle presque vide (une dizaine de personnes). Le discours est tiraillé entre des injonctions contradictoires. D'un côté, les jeunes souhaitent rappeler leur volonté de voir se concrétiser une politique très ambitieuse, ce qui nécessite notamment de critiquer le processus et le système économique de manière directe. De l'autre, la nécessité de s'assurer une respectabilité les conduit à dé-radicaliser leur discours. Dans le récit que des jeunes font de la construction du discours, ils racontent ainsi que les membres les plus institutionnalisés de YOUNGO, qui souhaitent poursuivre une carrière diplomatique internationale, ont régulièrement retravaillé des passages du discours initial au motif qu'il n'était pas possible de porter une parole trop radicale (entretiens).

Le manque d'espaces officiels ouverts les conduit à investir d'autres arènes. En marge des négociations, YOUNGO organise ainsi des événements parallèles (*side events*) pour faire avancer un certain nombre d'enjeux. Mais les ressources nécessaires pour organiser ce genre d'événements manquent à la plateforme des jeunes (Thew 2018). Pendant la COP26, YOUNGO organise tout de même trois événements parallèles en stand-alone, sur la question de la justice intergénérationnelle, sur une présentation de l'initiative Youth4Climate qui a réuni plus de 400 jeunes à Milan en amont de la COP, et sur une présentation de la COY et de la Déclaration mondiale de la jeunesse. Ces présentations visent avant tout à faire connaître les

réseaux formels d'action de la jeunesse au sein de la COP, en insistant sur leur caractère transnational, pour leur donner davantage de légitimité et de visibilité.

Concernant les actions informelles, les acteurs·trices de la jeunesse se sont démarqués, pendant la COP, par une série de happenings et de manifestations dénonçant la très faible présence de déléguées du Sud, ou rappelant les liens entre féminisme et lutte contre le réchauffement climatique. On peut recenser plusieurs manifestations la première semaine à l'intérieur de la COP, notamment une dénonçant l'absence des activistes du Sud Global, une pour rejoindre la manifestation des jeunes le 5 novembre, ainsi qu'un happening le samedi 6 novembre à l'entrée de la COP26 autour du slogan « Polluters, Out ». Ils ont également protesté pendant la COP en organisant entre autres une sortie collective lors d'une séance de discussion, le 5 novembre, portant sur la jeunesse en présence d'Alok Sharma, président de la COP, afin de manifester leur désaccord avec le mode de fonctionnement du sommet. Pour beaucoup des activistes en marges de la COP, qui se démarquent par un fort rejet du système anticapitaliste et un ancrage très à gauche (Gaborit 2020) l'expérience de la COP a été une expérience violente, de confrontation avec un monde qui leur semble complètement déconnecté des enjeux réels, aux codes et aux normes qui ne permettent pas d'impulser le changement systémique nécessaire. FFF a également organisé une grande manifestation le vendredi 5 novembre en parallèle de la COP, en collaboration avec les syndicats de travailleurs de Glasgow, et en complément de la manifestation plus classique du samedi 6 novembre.

Bien que présentées en parallèle, des passerelles existent entre ces différents modes d'action, formels et informels. La centralité des messageries instantanées pour faire le point entre les différents jeunes et les différentes actions est décisive. Les jeunes sont quasiment toujours multi-positionné·es et membres de plusieurs conversations. Celles-ci contribuent ainsi à créer des ponts : les jeunes lobbyistes ont par exemple organisé des groupes de messageries instantanées comme celui des « *Blue Zone Activists* », dont l'objectif était de faire émerger, à l'intérieur de la COP, les revendications contestataires des jeunes qui s'exprimaient à l'extérieur. Cet usage des réseaux pour organiser l'action politique n'est pas spécifique à la jeunesse (entretien Cléa). Toutefois, le caractère multi-positionné d'un certain nombre d'acteurs·trices se considérant comme « jeunes » ou défenseur des intérêts de la jeunesse les conduit à investir massivement ce mode de communication, ce qui en fait la principale source d'organisation pour l'ensemble des rencontres, actions ou événements à la COP.

Sans pouvoir d'influence très massive sur le cours des négociations, les jeunes cherchent donc soit à influencer le processus en cherchant des alliés et en jouant le jeu des négociations, soit à investir les espaces marginaux, parfois en allant jusqu'à contester directement le dispositif de négociations. Cette ambivalence produit à la fois des effets sur leur impact dans les négociations, et sur le réseau d'acteurs·trices jeunes investi·es.

IV – Impact, jeunesse et COP : sectorisation et consolidation

Les jeunes, pris dans un dilemme entre l'investissement des négociations et la contestation de leur fonctionnement, n'ont qu'un impact limité sur le processus décisionnaire, et particulièrement sectorisé sur les enjeux d'éducation et d'inclusion. Toutefois, leurs objectifs vont parfois au-delà de la COP en tant que telle et, malgré leurs conflits, la COP se révèle être un outil de solidification des solidarités transnationales entre les acteurs investis, ce qui renforce le mouvement des jeunes pour le climat.

A – L'impact de la jeunesse sur la COP : sectorisation et *youth washing*

La place réelle de la jeunesse au sein de la COP n'est pas toujours à la hauteur de leur engagement. En effet, à l'exception des jeunes véritablement intégrés dans les délégations nationales, une place minimale est accordée au statut d'observateurs, ne leur laissant souvent pas le temps suffisant pour intervenir. Au sein de YOUNGO, l'appréciation de la COP est en demi-teinte, entre déceptions et insistance sur les points d'avancées. Comme lors de COP précédentes (Thew 2018), leur position précaire les conduit à être uniquement écoutés sur certains enjeux, notamment sur les enjeux d'éducation climatique. Ainsi, seuls les membres travaillant sur ces questions (liés au groupe de travail ACE sont relativement satisfaits du résultat des négociations (entretien Aurélie, Zénia et Anders, conversation *WhatsApp*), notamment suite à la décision sur l'ACE prise à Glasgow que certains jugent historique (Campbell 2021). La décision sur les questions d'ACE adoptée à la COP mentionne la jeunesse plus de 15 fois (Campbell 2021). D'autres citent également les points 63-65 du *Glasgow Climate Pact*, une des déclarations officielles adoptée à la COP, comme des succès, ces points portant sur des questions de financement, et de pertes et dommages, mais cette mention de ces succès n'apparaît qu'une seule fois pendant nos entretiens (entretien Arya), signe d'un rôle assez faible des jeunes dans cette avancée.

L'écoute des jeunes sur les enjeux liés à l'éducation est symptomatique de la manière dont leur parole est sectorisée dans les négociations internationales pour le climat. En l'occurrence, la réduction de la voix de la jeunesse à un discours sur l'éducation climatique dépossède ces acteurs·trices de la possibilité d'élaborer un discours sur des enjeux plus directement politiques (sur la question des investissements dans les énergies fossiles par exemple). Quand elle n'est pas réduite aux enjeux d'éducation, la présence des jeunes dans les négociations est souvent instrumentalisée en étant uniquement symbolique. Le terme de *Youthwashing*, utilisé principalement par les militant·es, émerge depuis quelques années pour qualifier ce mécanisme. Si la plupart des jeunes interrogés considèrent que la voix de la jeunesse est plus audible depuis quelques années, du fait notamment des manifestations mondiales suite aux actions de Greta Thunberg, mais aussi à la mobilisation de figures jeunes du Sud comme Vanessa Nakate, ils et elles sont aussi régulièrement frustrés de la place finalement très marginale qu'ils ont dans les négociations (Entretiens Marianne, Claire, Marie).

Les jeunes identifient eux-mêmes des points d'amélioration possibles pour renforcer leur impact : la préparation du plaidoyer dans les derniers jours avant la COP ne permet pas d'établir en amont les contacts nécessaires pour la bonne diffusion des points importants du plaidoyer (Entretien Marianne). En revanche, la COY est parfois jugée comme un endroit adéquat pour consolider des stratégies d'action et pour permettre aux acteurs·trices de la jeunesse, venant du monde entier, de se connaître (entretien Aurélie). La formation des néo-participant·es (la majorité) pour qu'ils se sentent moins perdu·es dans la spatio-temporalité de la COP (entretiens Karine, Claire) est un autre point d'attention. Surtout, les causes du manque de préparation des jeunes sont pointées du doigt : la généralisation du modèle du bénévolat, et l'instabilité biographique d'une grande partie des jeunes (liée à l'âge ou aux études) conduisent à un roulement important qui ne permet pas à ces acteurs·trices de s'engager de manière répétée au sein de ces négociations. Par ailleurs la transmission des badges et des financements pour les jeunes est souvent tardive ce qui ne leur permet pas d'anticiper leur participation (entretiens Aurélie et Arya).

Cette position précaire explique en partie la stabilisation tardive de plaidoyers de YOUNGO, et conduit également les acteurs·trices les plus investis dans les négociations à se

recentrer sur les zones de force du plaidoyer ou celles susceptibles d'avoir le plus d'échos, au dépend d'un discours plus large capable de se saisir de l'ensemble des sujets de la COP. Mais si les jeunes ont peu d'impact sur la COP, celle-ci a des effets catalyseurs sur le mouvement transnational de la jeunesse pour le climat.

B – L'impact de la COP sur la jeunesse : structuration et clivages au sein du mouvement jeune transnational pour le climat

La COP est l'occasion pour les jeunes activistes de re-définir les paramètres de leur participation. La présence de jeunes motivés avant tout par l'objectif de faire carrière, au détriment des discussions de la COP, renforce la motivation des acteurs·trices souhaitant influencer les négociations internationales. Pour certains jeunes, l'objectif est en effet de se rendre dans ces espaces pour se constituer un réseau : de nombreux jeunes voient dans la COP une opportunité de nouer des contacts. Leurs journées sont ainsi rythmées par des rencontres, organisées par nationalité ou par espace linguistique, avec des personnalités, des délégués officiels, afin de construire un réseau ou de s'informer sur différents sujets. Parfois peu investis sur les enjeux liés aux négociations, ils peuvent rentrer en conflit avec les lobbyistes les plus investis. Ainsi, au sein des jeunes français·es à la COP, les étudiant·es liés au RESES, très investis dans le plaidoyer (en lien notamment avec le Réseau Action Climat), sont entrés en conflit avec des étudiant·es issu·es d'autres grandes écoles françaises. Une rencontre avec Emmanuel Macron, lors de la première semaine de la COP a causé un certain nombre de tensions. L'équipe des Jeunes Ambassadeurs pour le Climat et les étudiant·es de l'ENS ont pu rencontrer le Président, sans se concerter avec les autres participant·es, y compris ceux du RESES, qui n'ont pas été conviés à la rencontre. Cela a donné lieu à un conflit entre les membres des différentes organisations : les seconds reprochant aux premiers un manque de concertation, pouvant nuire à l'audibilité du plaidoyer, menacé par des voix discordantes et des canaux de transmission différents.

Au-delà des divergences d'objectifs, les jeunes reconnaissent le succès de leur circulation entre les trois espaces que sont la COY, la COP, et les manifestations en parallèle des COP. Un certain chevauchement est visible entre la participation à la COY et à la COP, même s'il est généralement plus simple d'obtenir une accréditation pour la COY (entretien Arya). Des circulations existent également entre les manifestations et les espaces institutionnels. Ainsi, la plupart des jeunes transnationalisé·es et actif·ves au niveau formel ont été membres ou sont encore membres de FFF. Comme l'indique un jeune conseiller climat auprès du Secrétaire général des Nations unies : « I am not parachuted into this. I come from the roots too » (entretien Youri). La collaboration est réciproque. FFF a organisé un événement parallèle à la COP (*A conversation with Fridays for Future – Meet the youth activists from around the world*), tout en menant la grande manifestation du vendredi 5 novembre. Plusieurs jeunes de FFF sont investis dans les groupes de travail de YOUNGO et participent aux négociations, quand de nombreux organisateurs ou responsables de groupes de travail de YOUNGO participent également aux manifestations.

Ainsi, des échanges persistent entre ces différentes formes de lutte. Alors que les dernières années de la lutte climatique étaient caractérisées par une frontière plus rigide entre les formes d'engagement au sein des négociations et les contestations depuis l'extérieur (de Moor 2018), la nouvelle dynamique autour des enjeux climatiques amorcée en septembre 2018 semble marquer un déplacement vers une plus grande fluidité, comme en témoignent les nombreux militant·es, membres d'organisations telles qu'Extinction Rebellion ou FFF présent·es à l'intérieur de la Blue Zone, et réunis autour de conversations de messageries instantanées. Ce lien entre les deux est considéré comme central par les organisateurs eux-

mêmes : « Youth inside and youth outside. We are working on trying to improve those connections. Both approaches are very important. We need a more concerted strategy » (entretien James).

Il existe en effet encore des tensions entre les acteurs·trices les plus militant·es et les plus institutionnalisés, comme en témoigne la cérémonie de clôture de la COY où la Déclaration mondiale de la jeunesse est présentée par YOUNGO comme reposant sur le travail de plus de 40 000 jeunes du monde entier et censée rendre compte de la voix de la jeunesse mondiale, est transmise à Alok Sharma, le président de la COP26 et précédemment Secrétaire d'État du Royaume-Uni aux Affaires étrangères, à l'Énergie et à la Stratégie industrielle. Au cours de la cérémonie, un petit groupe de cinq activistes écossais membres de FFF perturbe la présentation de cette déclaration commune. Ces militant·es ont dénoncé la politique néocolonialiste du Royaume-Uni et l'hypocrisie du gouvernement et du président de la COP lorsqu'il annonce souhaiter que la COP26 soit une grande réussite. Mais d'après plusieurs membres de YOUNGO, ces activistes se trompent de combat car ils et elles freinent en fait un travail politique de longue haleine porté par de très nombreux jeunes et provoque de l'incompréhension face à l'utilisation d'un registre d'action qui nuit selon eux à la réception de cette déclaration (entretien James). Cette tension stratégique rend compte des dissensions qui peuvent exister entre les jeunes qui sont parties prenantes de ces arènes internationales, et donne à voir, en creux, une pluralité d'objectifs et de conceptions politiques.

Les tensions entre les acteurs·trices les plus institutionnalisés et les plus militant·es, comme elles ont pu se manifester à la séance de clôture de la COY16, peuvent également aussi s'appréhender comme le corollaire du manque de ressources et de reconnaissances des jeunes : « If we stay in artificial scarcity we will continue fighting » (entretien Youri). L'objectif principal de YOUNGO serait ainsi de réussir à contrer cette précarité en fusionnant les deux approches : avancer un certain nombre de recommandations portées par la Déclaration mondiale de la jeunesse, donnant ainsi à voir la parole d'une jeunesse unifiée par ses ambitions climatiques, tout en s'assurant qu'elle soit portée par des dynamiques sociales dans la rue.

De la même manière que les différentes conceptions de la COP16 de Copenhague (entre réussite et échec) avaient conduit à la reproduction ou à la refonte des hypothèses stratégiques du mouvement climat, la conception des résultats de Glasgow – comme une pas en avant pour les uns et comme un échec pour les autres, ne permettant pas d'enrayer la « fabrique de la lenteur » de l'Accord de Paris (Aykut et Dahan 2015) – conduit également à refaçonner ce même mouvement, récemment porté par les jeunes, en renforçant les liens entre les « insiders » et les « outsiders », tout en clarifiant les clivages qui persistent.

Conclusion

La radicalité du discours qui s'exprime dans la rue a offert une visibilité à la voix de la jeunesse, et permet aux jeunes acteurs·trices institutionnalisés de davantage participer à la COP, mais aussi de faire avancer certaines de leurs revendications. Cependant, celles-ci sont avant tout cadrées sur les enjeux d'éducation – ce qui contraste en partie avec les revendications de changements économiques structurels portées par les militant·es. Alors que ces jeunes revendiquent beaucoup plus que les intérêts d'une catégorie d'âge, on constate un cloisonnement de la voix des jeunes aux seuls sujets de l'ACE, qui conduit à une dépolitisation de leur message. Ainsi, ces jeunes s'investissent activement dans ces arènes mais de nombreux obstacles persistent encore pour faire de leur voix une voix qui pèse : le manque de ressources et de continuité dans les actions ; la difficulté à gérer les temporalités liées à une préparation tardive qui est aussi le fait de contraintes extérieures ; et la rhétorique consistant à assigner les jeunes aux enjeux d'éducation et d'inclusivité.

Face à la précarité de leur position, les jeunes sont ainsi pris dans une tension entre un appel à la radicalité et la réalité des négociations qui nécessite d'euphémiser les discours. Si la séquence de mobilisation qui s'ouvre en 2018 laisse une place plus importante aux circulations entre les acteurs·trices institutionnalisés et les autres, deux facteurs contribuent à maintenir une certaine forme de conflictualité entre les différents types d'engagement. D'un côté, l'intensification de l'urgence climatique conduit les acteurs·trices militant·es à radicaliser leur discours, à attaquer frontalement les dirigeant·es politiques, le système économique, et le régime de négociation. De l'autre, la précarité de la place des jeunes dans ces instances les conduit à jouer le jeu des institutions le plus fidèlement possible afin de s'assurer une respectabilité et une audibilité plus grande. La tension centrale réside dans le fait que cette audibilité est aussi garantie par une voix militante capable de peser dans l'espace public. Autrement dit, les modes d'expression qui permettent d'ouvrir un espace d'audibilité ne sont pas les mêmes que ceux qui rendent la voix audible.

Cette place marginale des jeunes dans les négociations peut conduire à renforcer les divisions stratégiques entre les tenants d'un changement radical, critique de l'organisation même des COP, et celles et ceux qui acceptent d'en jouer les règles pour faire avancer certaines propositions spécifiques, sans pour autant rompre le lien entre eux. Ces difficultés peuvent conduire certains jeunes acteurs·trices à se mobiliser dans d'autres espaces en laissant de côté la dimension « jeune » de leur message. Ils et elles préfèrent ainsi s'investir dans d'autres types d'organisations dont la voix, bien qu'ayant rarement un impact considérable, n'est pas aussi sectorisée.

Références

- AYKUT Stefan C. et Amy DAHAN, 2015, *Gouverner le climat*, Paris, Presses de Sciences Po.
- AYKUT Stefan C., Jean FOYER et Edouard MORENA, 2017, *Globalising the climate: COP21 and the climatisation of global debates*, London, Routledge.
- BERGLUND Oscar et Daniel SCHMIDT, 2020, *Extinction Rebellion and Climate Change Activism. Breaking the Law to Change the World*, Palgrave Macmillan.
- CAMPBELL Hailey, 2021, « Youth as Agents of Change at COP26: We Brought Our Own Chair to the Table », 3 décembre 2021. Consulté sur Internet (<https://i-heart-climate-voices.medium.com/youth-as-agents-of-change-at-cop26-we-brought-our-own-chair-to-the-table-db840880b713>) le 22 août 2022.
- CARTIER Leila, 2021, « Focus » : l'engagement de la jeunesse pour le climat, par Leïla Cartier de Climates », *Agence Parisienne du Climat*. Consulté sur internet (<https://www.apc-paris.com/actualite/jour-12-nouvelle-mouture-cloture-negociations-jeunesse-merci>) le 31 août 2022.
- CONFERENCE OF YOUTH (COY) 16, 2021, *History*. Consulté sur internet (<https://ukcoy16.org/history>) le 7 juillet 2022.
- DE MOOR Joost, 2018, « The 'efficacy dilemma' of transnational climate activism: the case of COP21 », *Environmental Politics*, vol.6, n°27 1079-1100.
- DE MOOR Joost, Katrin UBA, Matthias WAHLSTROM, Magnus WENNERHAG et Michael DE VYDT, 2020, « Protest for a future II: Composition, mobilization and motives of the participants in Fridays For Future climate protests on 20-27 September, 2019, in 19 cities around the world ».
- HADDEN Jennifer, 2014, « Explaining Variation in Transnational Climate Change Activism: The Role of Inter-Movement Spillover », *Global Environmental Politics*, vol. 2, n°14 7-25.
- KWON Soo Ah, 2019, « The politics of global youth participation », *Journal of Youth Studies*, vol. 7, n°22 : 926-940.
- GABORIT Maxime, 2020, « Disobeying in Time of Disaster: Radicalism in the French Climate Mobilizations ». *Youth and Globalization*, 2(2): 232-250.
- GAILLARD Emilie, 2019, « L'entrée dans l'ère du droit des générations futures », *Les Cahiers de la Justice*, vol. 3, n°3: 441-454.
- KNOPS Louise, « Stuck between the modern and the terrestrial: the indignation of the youth for climate movement », *Political Research Exchange*, vol. 3, n°1 : 1-31.
- LAJARTHE Fanny, « Désobéir en masse pour la justice climatique. Retours sur *Ende Gelände* », *EcoRev'*, vol. 1, n° 48 : 61-74.
- LE LANN Yann, Giuseppe CUGNATA, Nathan GABORIT et Maxime Gaborit, 2021, « Faut-il soutenir les gilets jaunes ? Le rôle des positions de classe dans le mouvement climat », *Ecologie & Politique*, vol 1., n°62 : 49-66.
- MARQUARDT Jens, 2020, « Fridays for Future's Disruptive Potential: An Inconvenient Youth Between Moderate and Radical Ideas », *Front. Commun.*, vol. 5, n°48
- MATONTI Frédérique et Franck POUPEU, 2004, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 155, n°5, 4-11.
- O'BRIEN Karen, Elin SELBOE et Bronwyn M. HAYWARD, 2018, « Exploring youth activism on climate change: dutiful, disruptive, and dangerous dissent », *Ecology and Society*, vol. 23, n°3, art. 42, 13p.
- ORSINI Amandine, 2022, « Youth Goals? Youth Agency and the Sustainable Development Goals », *Youth and Globalization*, vol. 4 : 108-139.

TERREN Ludovic et Roger SOLER-I-MARTI, 2021, « « Glocal » and transversal engagement in youth social movements: a Twitter-based case study of Fridays For Future-Barcelona », *Frontiers in political science*, vol.3 : 63582.

THEW Harriet, 2018, « Youth participation and agency in the United Nations Framework Convention on Climate Change », *International Environmental Agreements: Politics, Law and Economics*, vol. 18, n°3 : 369-389.

THEW Harriet, Lucie MIDDLEMISS, et Jouni PAAVOLA, 2020, « “Youth is not a political position”: Exploring justice claims-making in the UN Climate Change Negotiations », *Global Environmental Change*, vol. 61 : 102036.

THEW Harriet, Lucie MIDDLEMISS et Jouni PAAVOLA, 2021, « Does youth participation increase the democratic legitimacy of UNFCCC-orchestrated global climate change governance? », *Environmental Politics*, vol. 30, n°6 : 873-894.

UNFCCC, 2022, *YOUNGO*. Consulté sur internet (<https://unfccc.int/topics/education-youth/youth/youngo>) le 7 juillet 2022.

WAHLSTROM Matthias, Piotr KOCYBA, Michiel DE VYDT et Joost DE MOOR, 2019, « Protest for a future: Composition, mobilization and motives of the participants in Fridays For Future climate protests on 15 March, 2019 in 13 European cities ». Consulté sur internet (https://protestinstitut.eu/wp-content/uploads/2019/07/20190709_Protest-for-a-future_GCS-Descriptive-Report.pdf) le 25 août 2022.

YONA Lechi, Marc D. DIWON, Richard B. HOWARTH, Anne R. KAPUSCINSKI, Ross A. Virginia, 2020, « Applying a leverage points framework to the United Nations climate negotiations: The (dis)empowerment of youth participant·es », *Elementa: Science of the Anthropocene*, vol. 8, n°36.

YOUNGO, 2021, *YOUNGO*. Consulté sur internet le 7 juillet 2022.

(<https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Introduction%20to%20YOUNGO.pdf>)

YUNITA Sekar A.W., Emma SORAYA, et Ahmad MARYUDI, 2018, « « We are just cheerleaders »: Youth's views on their participation in international forest-related decision-making fora », *Forest Policy and Economics*, vol. 88 : 52-58.

Annexe – liste des entretiens

1. Marie-Claire Graaf, ancienne point focal YOUNGO, 19/05/22, en ligne
2. Heeta Lakhani, ancienne point focal YOUNGO, 18/05/22, en ligne
3. Xan Northcott, point focal YOUNGO 2022, 25/05/22, en ligne
4. Suzanna Borowska, YOUNGO : membre du groupe de travail ACE, 10/05/22, en ligne
5. Kunduz Adylbekova, jeune déléguée du Kyrgystan pour la COP26, 2/06/22, présentiel
6. Vladislav Kaim, UN Secretary General's Youth Advisor on Climate Change, ancien membre de l'équipe de coordination de YOUNGO, 3/06/2022, présentiel
7. Bas Thunter, YOUNGO : membre du groupe de travail ACE, 20/04/22, en ligne
8. Gwak, Seorin, membre, XR Korea, 27/02/22, en ligne
9. Kim, Sun Ryul, membre du GEYK et de YOUNGO, 18/02/22, en ligne
10. Titouan Rio, Président des Jeunes Ambassadeurs pour le Climat, 25/04/2022, en ligne
11. Manon Bourhis, Coordinatrice Climat-Energie au RESES, 27/04/2022, en ligne
12. Karine Watrin, membre du RESES, 28/04/2022, en présentiel
13. Pousse, étudiante à Sciences Po Toulouse et membre d'Extinction Rebellion, 26/04/2022, en ligne
14. Ariane Colson, membre de Women4Climate, 26/04/2022, en ligne
15. Adèle, étudiante, membre de YOUNGO, 21/04/2022, en ligne
16. Lorelei, jeune Déléguée pour le Climat, 13/07/2022, en présentiel